



Mots. Les langages du politique

77 | 2005
Proximité

La proximité selon Raffarin

Christian Le Bart



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/mots/94>
DOI : 10.4000/mots.94
ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2005
Pagination : 13-28
ISBN : 2-84788-077-1
ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Christian Le Bart, « La proximité selon Raffarin », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 77 | 2005, mis en ligne le 31 janvier 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/mots/94> ; DOI : 10.4000/mots.94

La proximité selon Raffarin

La proximité est devenue en quelques années une valeur politique de premier plan. Le mot, sinon la chose qu'il désigne, connaît une grande fortune. L'hypothèse qui sous-tend notre travail est qu'il ne s'agit pas là d'une simple mode langagière¹ mais bien de l'indice d'un mouvement de fond quant aux mécanismes de production de la légitimité et de la grandeur politiques au sein de notre société. Le succès de la proximité (entendue comme notion et pas seulement comme mot) s'analyse d'abord comme rupture par rapport à un héritage symbolique indexant tout au contraire la légitimité sur la distance : distance de l'intérêt général par rapport aux intérêts privés, distance de l'État par rapport à la société civile, distance de l'administration rationnelle-légale par rapport aux relations personnalisées, etc. Le politique, en France tout particulièrement, s'est édifié et légitimé en postulant un statut d'extériorité et de surplomb par rapport au social². Extériorité et surplomb constituaient la condition d'un volontarisme politique qui nécessitait de pouvoir *faire levier* pour agir sur la société³. La rationalité revendiquée par l'État supposait la dévalorisation des relations interpersonnelles (dévaluées en *clientélisme*), la stigmatisation des intérêts locaux ou particuliers, etc. La proximité, discréditée pour cause de myopie, interdisait d'accéder à l'intérêt général ; le bon gouvernement supposait au contraire le *détachement*.

Le refus de confier par exemple les pouvoirs locaux à des autorités élues au plus près des populations (et plus précisément la réticence à l'égard de l'élection des maires au sein du conseil municipal) témoigne tout au long du

1. Le journal *Libération* (17 décembre 2002) fait figurer le mot « proximité » parmi les cent mots qui ont marqué l'année 2002. De même *Télérama* (n° 2815, 24 décembre 2003) qui place l'expression « de proximité » à la rubrique *Bilan 2003* : « Faire descendre les institutions de leur piédestal, gommer leur côté inaccessible et arrogant, et les mettre à la portée – mieux, à l'écoute – du justiciable, du téléspectateur, de l'électeur. Judicieux, mais pas toujours efficace. Nécessaire, mais pas toujours sincère. »
2. Voir par exemple les travaux de P. Birnbaum sur la France comme « État différencié » (« L'action de l'État », dans M. Grawitz et J. Leca (dir.), 1985, *Traité de science politique*, Paris, PUF, vol. 3, p. 643 et suiv.).
3. Voir l'analyse que L. Boltanski consacre aux « politiques de la pitié », qui supposent que l'*attachement* émotionnel initial soit dépassé au profit d'une distanciation (1993, *La souffrance à distance*, Paris, Métailié, p. 56 et suiv.).

19^e siècle de cette méfiance⁴. Élu par le conseil, le maire deviendrait prisonnier des intérêts locaux les plus étroits. Pour bien administrer la commune, il lui faut tenir son autorité d'ailleurs, d'en haut, de l'État synonyme de rationalité et de progrès. La proximité est plus que suspecte, aussi bien la proximité géographique que la proximité sociale : on choisira le maire parmi les notables, ceux que la barrière de classe met à distance de la commune. La légitimité ne saurait donc venir de la proximité ; elle a d'autres sources, multiples, mais toutes caractérisées par leur dé-territorialité. La grandeur politique est le fruit d'un arrachement au territoire qui seul rend possible la marche vers l'universalité : universalité de la Loi, universalité de la Volonté Générale, de la République, du Peuple, universalité encore du Savoir, de la Science, du Progrès, universalité enfin de l'idéologie (le Socialisme, la Monarchie...). Toutes ces créatures à majuscule produites par la symbolique républicaine convergent pour disqualifier le registre de la proximité, assimilé au petit, à l'étroit, à l'archaïque. Le territoire de proximité, commune ou ancienne province, c'est d'abord ce qui résiste au progrès⁵. Ce modèle de légitimation a fonctionné pendant deux siècles ; il est aujourd'hui grippé. Crise de l'État-Providence ? Crise de la représentation ? Les stigmates se sont inversés, la distance est à présent suspecte et la proximité légitime⁶. L'évolution du vocabulaire traduit cette mutation : on parle depuis peu de *police de proximité*, de *justice de proximité*, ou même, dans la bouche de Jean-Pierre Raffarin Premier ministre, de *République de proximité*.

Rien n'illustre mieux l'ampleur de ce basculement des hiérarchies symboliques que, par exemple, le projet chiraquien de *justice de proximité*. Au-delà du contenu réel de ce projet, au-delà de sa faisabilité politique, il est déjà significatif que l'expression « justice de proximité » puisse apparaître aujourd'hui comme simplement recevable. Notre culture politique était en effet jusqu'à présent construite autour de l'idée qu'une bonne justice supposait une certaine hauteur, sinon une certaine distance. Distance symbolique, distance sociale, et même distance géographique. Selon cette représentation de la bonne justice, la proximité est suspecte, comme pourrait l'être l'interconnaissance directe entre celui qui juge et celui qui est jugé. De même que serait

4. Voir J. George, 1990, *Histoire des maires, 1789-1939*, Paris, Éditions de Bartillat.

5. La dévalorisation de la proximité est donc liée à la dévalorisation du « local ». Sur ce point, voir A. Mabileau (dir.), 1993, *À la recherche du local*, L'Harmattan. Voir aussi la façon dont l'État-Providence s'est construit aux dépens des rapports sociaux de patronage qui valorisaient « la proximité physique et morale entre le patron et ses ouvriers » (F. Ewald, 1996, *Histoire de l'État providence*, Paris, Grasset, « Livre de poche », p. 90). R. Castel note de même que « les régulations universalistes du droit [ont] effacé [toute] relation de proximité » (1995, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, p. 762).

6. Voir la remarquable synthèse de Ph. Genestier (2001, « Némésis et Nicomède : quand les instances de proximité deviennent les figures du salut », *Annales de la recherche urbaine*, n° 90, p. 23 et suiv.).

suspecte l'idée d'une application localisée de la loi pénale, au gré des considérations spécifiques. Que l'idéal judiciaire puisse composer avec le mythe de la proximité montre la prégnance de celui-ci⁷.

C'est sur le discours de Jean-Pierre Raffarin que nous avons choisi de centrer l'analyse. Pour des raisons qui tiennent à l'accessibilité du matériau, bien sûr, mais surtout parce qu'aucun acteur politique n'est arrivé à ce niveau de responsabilité en puisant aussi systématiquement dans la rhétorique de proximité. Sur le fond, il fait le choix que l'on sait de la décentralisation ; sur la forme, il utilise très souvent le mot. Une mise en garde s'impose cependant, car le choix d'un locuteur et un seul pourrait induire en erreur : il ne saurait être question pour nous de faire de Jean-Pierre Raffarin celui par lequel s'est réalisée la mutation symbolique évoquée plus haut. Les mécanismes de production de la grandeur et de la légitimité politiques sont des mécanismes macrosociaux qui dépassent tous les acteurs, si bien placés soient-ils dans le champ politique. Pour le dire d'une formule, Raffarin Premier ministre est davantage à considérer comme le produit de cette évolution que comme celui par lequel elle s'est produite. Si son discours a pu correspondre aux attentes d'une partie de l'opinion publique, et s'il a été choisi pour ce rôle plutôt qu'un autre, c'est tout simplement parce que son profil s'ajuste à une exigence de proximité dont il saura jouer mais qui le précède. On trouverait sans difficulté des traces attestant de la montée en puissance de cette thématique antérieurement à sa nomination à Matignon. C'est par exemple la loi « démocratie de proximité » de 2002 ; c'est encore la victoire d'une génération dite « de terrain » à l'occasion des élections municipales de mars 2001.

La proximité, chez Raffarin, se décline selon deux directions. Elle inspire d'abord le discours sur l'action publique, les politiques menées devant systématiquement obéir au principe de proximité. Elle nourrit ensuite la présentation de soi développée par ce Premier ministre atypique. La proximité doit permettre de légitimer aussi bien la personne du Premier ministre que son action à la tête du gouvernement.

La proximité comme modèle d'action publique : le gouvernement d'en bas

Un premier matériau est constitué par deux discours prononcés par le Premier ministre à l'occasion des *Assises des libertés locales*, l'un le 24 janvier 2003 à

7. Sur cet exemple précis, voir E. Serverin, 1998, « La proximité comme paradigme de constitution des territoires de la justice », dans M. Bellet, T. Kirat et C. Langeron (dir.), *Approches multiformes de la proximité*, Paris, Hermès.

Port-Marly, l'autre le 28 février de la même année à Rouen. Même si le thème s'y prête, on est frappé par la fréquence de l'usage du mot *proximité*, utilisé respectivement 11 et 14 fois. Parfois élargi à des expressions comme *espace de proximité*, *rôle de proximité*, *politique de proximité*, *équipements de proximité* (3 fois), *services de proximité*, *exigence de proximité*, le terme est plus souvent utilisé seul, comme si *la proximité* (14 fois) existait comme catégorie d'évidence, comme si elle était plus substance qu'attribut : « *la proximité* est une valeur » ; « il nous faut équilibrer les deux, la cohérence et *la proximité* » ; « les départements ont des équipes [...] pour gérer *la proximité* » ; « le département est le lieu de *la proximité* » ; « je crois aux vertus de *la proximité* » ; « cette proximité est source d'efficacité » ; « nous faisons ce choix très clair, *la proximité* et la cohérence » ; « cette proximité qui est au cœur de la République et de notre engagement social ». L'argumentation en faveur d'une décentralisation renforcée fait ainsi l'économie d'un travail de définition et d'approfondissement de la notion. La proximité est postulée plus que définie, elle est invoquée sur un mode souvent incantatoire. Les connotations positives systématiquement associées au terme désarment toute problématisation et masquent l'imprécision du terme. On comprend que la proximité entre décideurs et destinataires de la décision est une bonne chose en soi, mais de fait, le discours ne précise jamais quelle distance il s'agit d'abolir : distance géographique ? bureaucratique ? sociale ? politique ? Le discours hésite entre décentralisation, démocratisation et débureaucratization, comme en témoignent les extraits suivants :

– Décentralisation : proximité vs État centralisé. Le Premier ministre veut accélérer la décentralisation (« Le département est le lieu de la proximité [...], il est au plus près du territoire, du citoyen »), mais il veut faire précéder cette réforme d'une large consultation des élus locaux : « Je veux impliquer les acteurs locaux » ; « Nous mettrons en œuvre cette réforme de manière concertée ».

– Désétatisation : proximité vs État bureaucratique. Le Premier ministre parle d'« alléger les procédures », comme si l'administration faisait écran entre le politique et le citoyen (« Quand je vois encore des décisions qui remontent dans l'appareil d'État pour installer un petit commerce ! »). Il évoque la possibilité d'une « meilleure affectation des ressources », dénonce « l'État ankylosé » et précise : « Nous pouvons faire mieux et faire plus simple. » (« Il y a là, soyez-en sûrs, des économies possibles. ») Il plaide pour « une solidarité plus efficace grâce à la proximité ».

– Démocratisation : proximité vs État omniscient. « L'État, le politique, n'ont pas le monopole de l'intérêt général » ; « Je n'ai pas voulu une réforme solitaire, une réforme descendante » ; « Il ne s'agit pas de dessiner, dans un bureau parisien, la carte de la France » ; « On trouvera le bon chemin par l'expérimentation, finalement par le pragmatisme ».

À défaut de définition précise, la proximité est caractérisée par ses « vertus ». Elle permet le renforcement des « liens sociaux » (« Les Français ont besoin de liens, ils ont besoin d'humanité pour être plus forts devant les évolutions parfois trop rapides de nos sociétés ») ; elle est par ailleurs « source d'efficacité », car « pour bien administrer, il faut bien connaître ». C'est tout. Le mot *efficacité*, souvent utilisé, n'est pas non plus défini. Source de légitimité, la proximité ne fait elle-même l'objet que d'un travail très rudimentaire de légitimation. Sa fonction argumentative est plus souvent de clore le jeu (potentiellement infini) de régression vers les légitimités premières. Est bon ce qui est proche, point final. Cette imposition, pour abrupte qu'elle soit, est facilitée par la connivence entre l'orateur et son public : face à lui, lors de ces Assises, des élus locaux largement acquis à l'idéologie de la proximité. L'invocation de la proximité, dans les extraits suivants, vaut programme d'action :

Le logement fait [...] partie des compétences qui doivent être mises en œuvre au plus près du terrain.

Nous voulons une solidarité plus *proche* parce que j'ai la conviction qu'elle sera plus efficace.

J'ai demandé à Dominique Perben d'organiser des expérimentations pour *rapprocher* l'action de la Protection judiciaire de la jeunesse.

La valorisation de la proximité ne s'effectue toutefois pas inconsidérément : elle trouve sa limite dans la valorisation de son exact contraire, le principe de cohérence. Ce principe fonde le pouvoir étatique et le pouvoir régional de la même façon que le principe de proximité légitime l'échelon départemental et communal. La rhétorique du juste équilibre désamorce la contradiction :

Le mieux pour le citoyen, c'est la cohérence et la proximité. La proximité est une valeur et la cohérence en est une autre. Il y a un certain nombre de sujets qui ont besoin de cohérence [...]. Et puis, il y a d'autres sujets qu'il faut traiter au plus près du terrain, dans la proximité.

Dans son ouvrage *Pour une nouvelle gouvernance*⁸, Jean-Pierre Raffarin décline le même thème de la proximité comme idéal devant inspirer l'action publique, bien au-delà, cette fois-ci, de la question de la décentralisation traitée lors des Assises locales. Il prend « la défense des structures à taille humaine » et plaide pour « le soutien aux services de proximité » (p. 138). Il appelle de ses vœux une « République *des proximités* » (p. 18, 116, 117, 138), l'expression figurant tantôt entre guillemets, tantôt en titre de paragraphe. « La proximité », lit-on encore, « est un élément de bonne santé pour une démocratie » (p. 63) ; « Notre République souffre d'un manque de proximité » (p. 64). Le pouvoir omniprésent des énarques est à l'occasion dénoncé (p. 55), et avec lui la mauvaise

8. 2002, Paris, L'Archipel.

proximité, celle des technocrates entre eux (Raffarin s’amuse de les voir « s’embrasser » sur un quai de gare parce qu’ils sont de la même promotion, alors que par ailleurs ils ont des idées politiques opposées). Mauvaise proximité encore que celle entre « chapelles administratives » s’adonnant à de dérisoires « guérillas ». Le registre de la proximité (mais le mot n’est pas employé) est dans ce dernier cas clairement disqualifiant, puisqu’elle fait écran entre le citoyen et le politique. On peut dire la même chose des partis politiques, « coupés de leur base » (p. 59).

L’expérience du gouvernement ne change pas fondamentalement ce socle de convictions. Publiant au printemps 2003, soit un an après son entrée en fonctions, le premier bilan de son expérience⁹, Jean-Pierre Raffarin maintient que l’action de proximité constitue son idéal décisionnel : « Seul le travail sur le terrain, à long terme, sera convaincant » (p. 203). Ainsi le métier de Premier ministre ne relègue-t-il pas dans l’ombre celui de président d’un exécutif local : « Les décisions [gouvernementales] sont rapides, mais cela n’a rien à voir avec le bonheur d’une décision murie puis prise dans une mairie ou un conseil régional » (p. 108). Seule concession à la logique du surplomb : « La créativité [en matière décisionnelle] nécessite une *distance* par rapport à l’événement » (p. 32)¹⁰.

On voit au total que l’invocation de la proximité permet de puiser dans un univers de connotations positives qui présente l’avantage de ne pas risquer de déplaire. Le terme demeure très flou, il n’est pas de nature à susciter l’hostilité¹¹. Il peut signifier décentralisation aussi bien que désétatisation, peut-être privatisation, mais il s’agit là de mots d’ordre autrement conflictuels : privatisation en particulier fait peur et renvoie directement au clivage droite-gauche. Comme souvent en politique, la fortune d’un mot (ici, *proximité*) se réalise au détriment du sens, et le consensus ne peut se construire qu’au prix de l’ambiguïté, voire du malentendu¹².

Sans doute est-ce parce qu’il ne signifie à peu près rien que le terme « proximité » met si mal à l’aise les autres acteurs du champ politique. L’opposition

9. 2003, *La France de mai*, Paris, Grasset.

10. Interrogé sur Jean-Marie Messier, le Premier ministre déclare que cet homme « surdoué », aux « qualités personnelles exceptionnelles », a commis l’erreur de « vivre dans un milieu professionnel très fermé, sans racines ; il s’est alors coupé des bases, du terrain, de la vie » (p. 210).

11. On ne peut ici que reprendre les analyses de M. Bellet *et al.*, en introduction de l’ouvrage collectif déjà cité. Ces auteurs, regrettant que « le terme [ait] peu ou pas d’histoire conceptuelle », évoquent un programme de recherche scientifique qui prendrait la proximité comme objet, ce qui suppose de se libérer des « fausses évidences du local », de rompre avec « les aspects idéologiques de la référence à la proximité spatiale ». « La proximité n’est pas donnée, mais elle est construite. » Dans le même ouvrage, A. Vant (« Proximités et géographies ») écrit qu’« à aucun moment le concept ne semble avoir pris le pas sur la notion », et que « la proximité [demeure] un jugement de valeur ».

12. Voir sur ce thème le chapitre que Ph. Braud consacre au « langage politique » (2002, *Sociologie politique*, LGD), 6^e édition, p. 498 et suiv.).

se croit obligée de le prendre au sérieux, quitte à reproduire tel quel le discours du Premier ministre, ambiguïtés comprises. Jean-Marc Ayrault considère par exemple que la gauche a « manqué de proximité »¹³.

Ceci ne signifie pas, il faut y insister, que le Premier ministre puisse se voir imputer le pouvoir d'avoir forgé à lui seul un nouveau référentiel d'action. Il a su en jouer, il se l'est attribué, il est allé plus loin sur ce terrain que ses prédécesseurs, mais la montée en puissance de cette thématique est antérieure à sa nomination. Comme tout référentiel d'action publique, le paradigme de la proximité vient de loin, et il ne saurait être question ici d'en accréditer une interprétation « héroïque ». Faut-il par exemple rappeler qu'une loi du 27 février 2002, sous le titre « Démocratie de proximité », développait une rhétorique absolument homologue à celle de Jean-Pierre Raffarin ? Le législateur socialiste y parlait déjà « services (municipaux) de proximité » ou « équipements de proximité ». C'est dire que ce référentiel s'impose à tous les acteurs politiques, à gauche comme à droite¹⁴. Il faut chercher attentivement pour trouver trace d'une voix dissonante¹⁵.

Les journalistes, quant à eux, savent à l'occasion prendre leurs distances par rapport à ce mot à la mode, le temps d'un détour métadiscursif qui vaut marque d'autonomie à l'égard du pouvoir politique. Mais s'ils s'arrêtent sur le mot, c'est pour en constater l'inconsistance. L'expression « fétiche » du Premier ministre ne donne pas prise à argumentation critique :

En ancien publicitaire, [Jean-Pierre Raffarin] a su forger quelques concepts (« France d'en bas », « République de proximité », « vérité du terrain », « bonne gouvernance », « oxygénation des territoires », etc.) dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne provoquent pas plus de questionnements que s'il s'agissait de slogans. Le simple fait que ces expressions, à peine nées, aient pu passer aussi rapidement dans le langage courant de la droite témoigne de leur adaptabilité [...]. Le coup de génie de Jean-Pierre Raffarin aura été de théoriser cet appétit de proximité d'un mot d'un seul : modestie. Imparable comme le bon sens. (*Le Monde*, 16 juin 2002)

13. *Libération*, 28 septembre 2002. La suite aussi mérite d'être citée : « On n'a peut-être pas assez écouté les gens » ; « À l'Assemblée, nous sommes dans une logique de fabrication de la loi. Ce qui nous éloigne des problèmes du peuple. Alors que cela devrait nous en rapprocher. »
14. *Le Bulletin municipal* de la ville de Rennes (mairie PS, Edmond Hervé) consacre en mars 2003 un numéro aux « services municipaux de proximité ». Non seulement la notion de proximité n'est pas critiquée, mais elle fait même l'objet d'une revendication de paternité qui en consacre la légitimité. En insistant sur des dispositifs de quartier anciens (« nous ne partons pas de rien »), les élus se posent en précurseurs de la proximité (« la loi Démocratie de proximité s'est d'ailleurs largement inspirée de l'exemple de Rennes »).
15. C'est par exemple celle de Jean-Pierre Giran (parlementaire et universitaire), auteur d'un *Proximité et politique* (2001, Paris, Economica) s'inscrivant doublement en rupture avec l'air du temps et ce qu'il appelle joliment « la course au près » (p. 12). D'abord parce qu'il prend le temps d'interroger la notion, de la prendre au sérieux. Ensuite parce qu'il en dénonce la « face cachée [...] : clientélisme, démagogie, populisme, ghettos, myopie ou simplement égoïsme » (p. 4).

Exemple classique d'imposition de problématique : le discours de la proximité s'impose à l'ensemble des locuteurs habilités à prendre la parole au sein du champ politique. Même les adversaires de Jean-Pierre Raffarin sont comme *pris dedans*. Plutôt qu'à un aventureux démontage du mythe, ils se livrent à une surenchère dans l'invocation de la proximité, tels ces buralistes manifestant au cri de : « Sauvons le commerce de proximité » (*Libération*, 28 novembre 2003). Le Premier ministre est pris à son propre jeu. Un buraliste déclare : « Il nous parle du commerce de proximité et il fait tout pour le tuer » (*Libération*, 4 novembre 2003).

Il faudrait, pour achever ici la démonstration quant à l'évolution des représentations et des visions du monde depuis le champ politique, prendre le temps d'un franc retour vers des formes plus anciennes d'argumentation politique. Lorsque, par exemple, Pierre Mendès-France publie, en 1974, un recueil d'entretiens¹⁶, non seulement il n'utilise pas, dans un chapitre qui pourtant plaide pour la décentralisation, le mot *proximité*, mais il développe une méfiance évidente à l'égard de ce qu'il représente :

Quand vous construisez un barrage à Donzère-Mondragon, sans doute le Vaucluse et les communes proches en profitent-ils un peu, mais c'est tout de même pour toute la France que les décisions sont prises, financées, exécutées. Ce sont des opérations centralisées, inévitablement. (p. 382)¹⁷

« Par une magie soudaine, la proximité devient la solution des problèmes que pose la société contemporaine », écrivaient deux chercheurs dès 1998¹⁸. Elle est aussi devenue, pour les gouvernants, un registre incontournable de présentation de soi.

La proximité comme registre de présentation de soi : la représentation d'en bas

L'idéal de proximité formulé par Jean-Pierre Raffarin ne caractérise pas seulement l'action publique. Il doit aussi imprégner les façons d'être et de faire des acteurs politiques. Là encore se repère une tension entre principe de proximité et valorisation de la distance et du surplomb, tension que, cette fois-ci, l'intéressé surmonte en assumant la grandeur de son rôle de gouvernant tout en

16. 1974, *Choisir*, Paris, Stock.

17. L'auteur défend l'idée d'une décentralisation régionale qui, de fait, ne vise qu'à reproduire à cette échelle l'idée de planification. Il parle de « plans régionaux ».

18. J.-M. Dalle et C. Didry, « Les approximations de la proximité comme catégorie de l'action publique », dans M. Bellet *et al.*, ouvr. cité, p. 309 et suiv. Dans le même ouvrage, A. Vant (art. cité, p. 111) cite cet extrait d'une *Charte d'objectifs de la région urbaine de Lyon* : « L'animation de la proximité offre des garanties contre l'isolement, évite la déshumanisation d'un quartier, facilite la vie sociale et limite le vandalisme et la petite délinquance. »

plaidant pour une exécution désacralisée du rôle. Il joue la carte de la simplicité et de l'appartenance à la France d'en bas¹⁹.

Certes, la tension entre proximité et distance est au cœur de toute présentation de soi des gouvernants démocratiques. Ces derniers se sont toujours appliqués à jouer des deux dimensions simultanément. Lors des campagnes électorales, les candidats savent depuis longtemps activer ces deux logiques de représentation que sont, d'une part, la délégation à un proche, un semblable, d'autre part la confiance en quelqu'un de mieux placé, quelqu'un d'en haut, plus capable, plus puissant, plus compétent que soi²⁰. La légitimation de (et par) la distance s'adosse à ce que Pierre Bourdieu a appelé la culture de remise de soi. L'évolution que nous venons de décrire, renversement ou glissement des symboliques politiques, s'analyse alors comme essoufflement de cette culture. De même qu'il ne serait plus possible aujourd'hui de *gouverner* d'en haut, il ne serait plus possible de *représenter* (et de parler) d'en haut²¹.

Au fil de l'écriture de *Pour une nouvelle gouvernance*, le futur Premier ministre joue d'abord d'une relation de proximité avec son lecteur. Il désamorce la distance symbolique entre celui qui écrit et celui qui lit (position sociale, savoir, talent d'écriture...), déclarant par exemple, en amont d'un développement sur la philosophie politique qui l'inspire : « Je ne suis pas un philosophe » (p. 77). Il adopte une posture d'écriture modeste, invoquant au contraire « un discours ancré dans le réel » (p. 11). Comme l'action publique, l'écriture politique se doit de coller au plus près de la réalité du terrain. L'argumentation sera plus souvent fondée sur des anecdotes vécues et narrées que sur des raisonnements théoriques :

Plutôt que de me livrer à de longs développements, je voudrais citer une situation [sic !] rencontrée au cours de mon passage au ministère des PME. (p. 67)

Le livre fourmille d'anecdotes au fil desquelles le futur Premier ministre, simple témoin n'ayant pas complètement la prétention de se prendre pour un auteur, observe les choses du Poitou-Charentes (« Un jour, sur le quai de la gare de

19. Il serait comme précédemment illusoire d'attribuer au seul Jean-Pierre Raffarin un « style » que ce dernier n'a fait que systématiser, et qui imprègne désormais toutes les stratégies de présentation de soi des professionnels de la politique. Voir par exemple le portrait de Nicolas Sarkozy (« proluxe de proximité ») publié dans *Libération* le 28 janvier 2003.

20. Voir par exemple Y. Déloye, « Se présenter pour représenter : enquête sur les professions de foi électorales de 1848 », dans M. Offerlé (dir.), 1999, *La profession politique, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Belin, p. 231 et suiv.

21. Voir sur ce point les analyses de B. François et É. Neveu (« Pour une sociologie politique des espaces publics contemporains », dans B. François et É. Neveu (dir.), 1999, *Espaces publics mosaïques*, Presses universitaires de Rennes). M. Coulomb-Gully, étudiant les campagnes présidentielles télévisées, repère également des évolutions en ce sens. Les candidats (par exemple, Jacques Chirac en 1995) adoptent plus souvent une « scénographie égalitaire », mettent autant en avant leur capacité à écouter qu'à parler, etc. (2001, *La démocratie mise en scènes. Télévision et élections*, Paris, CNRS, p. 29).

Poitiers... », p.55). Pour donner chair à ces observations, il met en récit le terrain et joue de la rhétorique de l'effet de réel²². Ainsi, s'agissant du problème de l'implantation des réseaux de téléphonie mobile, introduit à partir d'une expérience vécue :

Chaque mois, dans une petite commune de la Vienne, Coulonges-les-Hérolles, une grande foire aux moutons rassemble plusieurs milliers de professionnels... (p. 32)

Significativement, les responsables publics ayant en charge ce dossier sont évoqués dans des termes très évasifs (« on nous répond que... »), ceux-là mêmes qu'utilisent les plus démunis pour parler d'autorités qui, vu d'en bas, se confondent. Le dernier mot, et avec lui le verdict de l'auteur, vient également du terrain :

Comme me disait récemment un éleveur, « ce n'est pas en tuant la vie que l'on combat la mort ». (p. 33)

Bon sens du terroir, aphorisme paysan, lapalissades : le témoignage de proximité a tout pour lui. On pourrait parler d'*écriture d'en bas* pour désigner le refus de la montée en généralité fondée sur une connaissance panoptique du social ou de l'économique²³. Si montée en généralité il y a, celle-ci se fonde, comme dans l'exemple précédent, sur l'extrapolation à partir d'anecdotes jugées significatives. Statistiques, données sociales ou indicateurs socio-économiques ne se voient conférer aucune légitimité. Techniquement, on dira que le discours privilégie les énoncés d'opinion (qui « gardent trace d'une prédication originelle ») sur les énoncés qui « rapportent des savoirs » en supprimant le point de vue²⁴. Abstraits, les chiffres ne disent rien car ils masquent la dimension humaine des choses de la vie sociale. À la connaissance froide et détachée, celle par exemple des sciences sociales et de l'État statisticien²⁵, Jean-Pierre Raffarin préfère la connaissance intime fondée sur l'interconnaissance immédiate :

J'ai eu l'occasion de suivre attentivement les suites de la terrible explosion de Toulouse grâce à une *sincère proximité*²⁶ avec Philippe Douste-Blazy, grâce aussi à une de mes nièces, Marianne... (p. 50)

22. R. Barthes, 1968, « L'effet de réel », *Communications*, n° 11. Plus généralement, il faudrait étudier la façon dont les professionnels de la politique fondent leur prétention à parler de la société non plus sur la connaissance statistique et sociologique, mais sur le témoignage vécu et l'expérience « vraie ». D'où, sous leur plume, un usage massif des techniques qui furent celles de la littérature « réaliste », aux dépens de l'essayisme sociologisant.

23. La limite de l'exercice apparaît lorsque la presse qualifie de « raffarinades » les aphorismes creux du Premier ministre.

24. L. Boltanski (qui sur ce point emprunte à Ducrot), *ouvr. cité*, p. 67.

25. Voir, sur l'avènement de cette façon de connaître et de penser la société d'en haut, à partir d'agrégations statistiques : A. Desrosières, 1993, *La politique des grands nombres, histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte. L'histoire analysée par cet auteur est, en creux, celle du discrédit qui vient progressivement entacher les formes immédiates de connaissance (observation, témoignage, expérience isolée).

26. Je souligne (de même pour tous les mots apparaissant en italique dans le discours de J.-P. Raffarin et dans les extraits de presse, exception faite du titre de son ouvrage).

La valorisation de l'expérience subjective (« Je vois souvent en Poitou-Charentes des jeunes... », p. 29) au détriment de l'observation distanciée conduit à réhabiliter le registre de l'émotion, longtemps irrecevable dans l'univers politique.

Le temps du marketing politique est fini [...]. À Quimper, j'ai mesuré *charnellement* que le retour de la crédibilité passait par l'unité de la pensée et de l'action. Ce texte est né de cette *expérience*. (p. 14)

J'ai *ressenti* particulièrement cette *conscience* mondiale lorsque j'ai engagé la Région Poitou-Charente dans une action culturelle de solidarité – le festival de Hué – en vue d'aider les Vietnamiens à se remettre des terribles inondations qui avaient frappé leur pays. (p. 27)

L'auteur parle plus loin de *compassion* (p. 28). L'émotion est valorisée en ce qu'elle est supposée abolir la distance entre les individus. Ainsi l'humour, dont l'auteur emprunte à Wolinski la définition (« le plus court chemin d'un homme à un autre », p. 84), et qu'il place au cœur de toute stratégie de communication.

L'humanisme dont se réclame Jean-Pierre Raffarin (c'est le principe auquel est adossé l'ensemble de son projet politique) n'est donc pas une philosophie globalisante. La « foi en l'homme » (sans majuscule, p. 92) légitime une posture d'écoute à l'égard de la « France d'en bas » qui n'est pas loin d'inverser la hiérarchie des grandeurs politiques. La famille se voit conférer une légitimité singulière (« structure de base de la société, celle qui fonde le lien social », p. 132), tandis que l'État doit renoncer à toute prétention au surplomb (il n'a plus le monopole de l'intérêt général). C'est la condition d'une bonne gouvernance (autre mot-clé chez Jean-Pierre Raffarin). L'auteur plaide pour une définition du métier politique qui valorise le terrain aux dépens des bureaux parisiens. De son prédécesseur René Monory, il dit avoir retenu cette conception idéale : « au moins trois jours par semaine sur le terrain » (p. 86). Il rêve d'installer les ministères dans les régions (p. 85).

Il n'est dès lors pas surprenant de voir l'auteur mettre en avant celles de ses expériences biographiques qui coïncident le plus évidemment avec ces principes de proximité. Réhabilitant le cursus politique ascendant le plus classique, il évoque son « expérience d'élus et de responsable politique enraciné » (p. 23)²⁷, son père « issu d'un milieu rural modeste » (p. 77), son passage dans le privé comme manifestation de son « [désir] de connaître l'entreprise de l'intérieur » (p. 84). Il justifie au passage son métier de communicant par son goût pour les contacts humains (« parler aux citoyens, les rencontrer », p. 80), et résume sa personnalité en référence aux valeurs de proximité : « Le goût de la

27. Dans *La France de mai* (ouvr. cité), il écrit que son expérience de président de région l'a mis « en contact avec des centaines de milliers de citoyens » (p. 30).

communication est ancré au plus profond de moi-même. J'ai toujours porté attention aux autres» (p. 82). Cette présentation de soi est clairement stratégique, chacune de ces données biographiques pouvant tout aussi bien faire l'objet d'une lecture renversée : l'auteur n'a jamais été élu au suffrage universel direct en sa forme uninominale (ce mode de désignation est pourtant le seul à garantir une relation directe entre l'électeur et *son* maire, *son* conseiller général, *son* député). Son père, il le dit d'ailleurs, a été député et secrétaire d'État, ce qui fait du Premier ministre un héritier au sens le plus classique du terme. Il a travaillé au sein d'une grande entreprise internationale (Jacques Vabres) qui n'est peut-être pas la meilleure illustration de ces « structures à taille humaine » dont il se veut le défenseur (p. 138). Enfin, son expérience au sein d'une entreprise de communication le situe plus du côté du marketing politique que de la communication interpersonnelle.

Parce qu'il est pressenti comme Premier ministre au moment où il signe ce livre, Jean-Pierre Raffarin ne peut complètement ignorer les formes plus classiques de grandeur politique. Plus exactement, il ne peut se contenter de jouer d'une grandeur paradoxale, celle des choses d'en bas, des choses *petites*. Sa prétention au rôle d'homme d'État ne peut se construire seulement aux dépens de ce dernier. D'où des emprunts, mineurs mais réels, à des formes plus classiques de légitimité : s'il n'est pas lui-même philosophe, l'auteur ne peut renoncer à puiser dans la grandeur conférée aux supposés grands auteurs, qu'il cite très souvent, en choisissant les plus légitimes (Edgar Morin, André Comte-Sponville, Michel Crozier, Pierre Bourdieu, Léo Strauss, Francis Fukuyama...) ²⁸. De même assume-t-il sa position distinctive de candidat au rôle de Premier ministre pouvant se prévaloir d'un parcours politique exemplaire, même si c'est après avoir rappelé que « les marches se montent une par une » (p. 88).

On retrouve cette tension entre grandeur institutionnelle et légitimité d'en bas à la faveur d'un portrait du même Jean-Pierre Raffarin publié dans *Paris-Match* (n° 2770, 22 août 2002), au terme de ses cent premiers jours à Matignon. On y suit le Premier ministre sur son lieu de vacances : à Combloux, « *petite* station alpine », il se met en scène en Français moyen qui « loue » le « même chalet pour la troisième année consécutive ». L'élitisme de la haute montagne ²⁹ lui demeure étranger : il se contente de « promenades » en compagnie de son épouse : « Pendant quinze ans, nous avons, chaque été, arpenté les sentiers des montagnes françaises. Puis nous avons découvert Combloux

28. Sur les lectures qui *font* l'homme d'État, voir C. Le Bart, 1998, « L'écriture comme modalité d'exercice du métier politique », *Revue française de science politique*, n° 1, p. 76-96.

29. R. Barthes parle, s'agissant de la montagne, d'une « morale de l'effort et de la solitude » (1957, « Le guide bleu », dans *Mythologies*, Paris, Le Seuil, p. 122).

et là ça a été un véritable coup de foudre. Surtout pour cette vue sur le Mont-Blanc.» En choisissant la « Megève du pauvre » (dixit *Paris-Match*), Raffarin se pose clairement en anti-Balladur. Il déjeune « rapidement dans une auberge » et ne se refuse pas à « piqueniquer ». Le champ lexical de la verticalité élitiste n'est sollicité que secondairement, comme concession minimale au rôle de Premier ministre de la République (« C'est en Haute-Savoie que l'homme *médite* le mieux. L'an dernier, il avait écrit ici son livre *Pour une nouvelle gouvernance*, jalon important dans son *ascension* vers Matignon. Du *haut* des pentes, il *domine* à merveille la mêlée politique [...]. À mille mètres d'*altitude*, Jean-Pierre Raffarin gouverne encore la France. »).

Ses lectures de vacances ne le distinguent pas vraiment non plus, entre ouvrages grand public et ouvrages semi-savants. Parmi les premiers : *Un homme en colère*, de Jean-Louis Borloo, et *Confidences de parents*, de la psychologue Edwige Antier. Au rang des seconds : *La vie de Disraëli*, d'André Maurois, et une *Histoire de la philosophie morale et politique*. Lectures politiquement situées sans doute, mais lectures qui, surtout, ne sont pas loin de trahir une posture d'apprentissage par rapport au rôle d'homme d'État. L'identité affichée emprunte davantage, selon nous, à la bonne volonté scolaire de celui qui veut bien faire qu'au naturel de l'Homme d'État né. Il en résulte une impression de distance, voire d'inadéquation au rôle. La lecture, par exemple, d'une biographie consacrée à un célèbre Premier ministre britannique n'est pas loin d'exprimer le souci de savoir comment faire qui caractérise les apprentissages les plus laborieux.

Tout à l'inverse, la relation de ce Premier ministre en vacances à ses concitoyens, ici des Français ordinaires croisés au fil des promenades, est placée sous la signe de la proximité.

Raffarin, en bon chantre de la *proximité*, se charge *lui-même* d'animer la *conversation* du jour. Assis à la terrasse d'une *auberge* de montagne, il s'intéresse au goût de la bière de son *voisin* de table. Ou interroge les gens sur leurs vacances. En marchant, il n'hésite pas non plus à *saluer* vieilles dames admiratives et promeneurs éberlués. Une poignée de mains, un sourire... sans jamais forcer le trait. « Je fais partie de ceux qui ont besoin de cette *proximité* avec les gens. Et j'aime prendre mon temps avec eux [...]. Je l'avoue, il me faut ce *contact* pour apprécier les situations. » Une manière de faire, un style, qu'il revendique donc, et qu'il compte mettre en avant et développer dès la rentrée. Les visites en province se calent au fur et à mesure du calendrier [...]. Sa dernière trouvaille : envoyer ses ministres travailler une semaine en *province* pour mieux appréhender le *terrain*.

Au passage, on voit s'opérer la synthèse entre proximité du décideur et proximité de la décision. À la croisée de ces deux univers, il est dit que le Premier ministre « ira lui-même à Bruxelles plaider pour une baisse de la TVA pour les restaurateurs ».

La presse s'associe très directement à la fabrication de ce personnage d'anti-Premier ministre. Dès sa nomination, le Premier ministre est dépeint, y compris dans la presse d'opposition, comme différent de ses prédécesseurs. Ainsi un article publié dans *Le Nouvel Observateur* (« Raffarin le Premier ministre antimode », 16 mai 2002) et qui explore les « paradoxes » du personnage. Jean-Pierre Raffarin est décrit comme un « provincial à l'ancienne » d'abord soucieux de « rester lui-même » (« On me conseille d'aller chez un coiffeur branché et chez un tailleur chic, il n'en est pas question »). « Il met en scène son look France profonde, "France d'en bas" comme il aime à dire ». L'article mesure le décalage entre la position occupée par Jean-Pierre Raffarin et ses aspirations initiales (« Une ambition d' élu local : devenir président du Sénat »). Un proche évoquait-il Matignon ? « Raffarin lui a répondu de "ne pas abuser du pineau". » Le reste du texte est à l'avenant :

Small is beautiful aurait pu être sa devise : il présidait une « petite » région ; entre 1995 et 1997, il avait été un « petit » ministre aux « petites » entreprises. Revendiquer tout à trac Matignon ? « Ce serait déraisonnable », nous assurait-il il y a quelques semaines encore, proclamant sa volonté de toujours rester lucide [...]. Les jours de contrariété, il se renfermait pour bougonner que sa place naturelle restait au Sénat [...]. Il ne s'est jamais rangé parmi les numéros un [...]. Quand il a entendu le président lui proposer Matignon, un grand poids, de son propre aveu, s'est abattu sur ses épaules tombantes. Il a tout de suite compris qu'il serait déraisonnable de rester président de la région Poitou-Charentes, comme il en caressait l'espoir avant l'élection présidentielle. Il lui fallait d'autant plus se mobiliser sur son nouveau job qu'un doute plane sur sa capacité à l'exercer [...]. Conscient de ses limites, le nouveau Premier ministre n'ambitionne pas d'être le patron de l'exécutif.

Ainsi décrit, celui que le *Nouvel Observateur* appelle le « petit » Raffarin apparaît dès sa nomination à contremploi. Mais cette réduction du personnage ne peut s'analyser, même de la part d'un journal politiquement opposé au Premier ministre, comme une critique visant à le déstabiliser politiquement. Le portrait lui dénie certes toute légitimité d'en haut, celle-là même traditionnellement conférée aux gouvernants. Mais il lui octroie sans retenue une légitimité alternative, celle que confèrent la proximité et l'appartenance au monde d'en bas. L'intéressé se prête volontiers à ce jeu, sa parole se fond dans celle des journalistes³⁰. Il est plus que consentant à l'entreprise de réduction de son personnage.

30. Nous avons traité en termes presque équivalents le discours du Premier ministre et celui des journalistes à son endroit. Une telle légèreté méthodologique se justifie ici : si, comme nous le pensons, la proximité est un référentiel, une idéologie, qui imprègne l'ensemble du champ politique, on doit pouvoir fondre en un même objet les propos de tous ceux qui habitent ce champ : professionnels de la politique, à droite comme à gauche, journalistes politiques, etc.

Un an plus tard, que reste-t-il de cette stratégie de présentation de soi ? Dans *La France de mai*, le souci de proximité est explicité dans les mêmes termes que précédemment :

On ne gouverne pas les yeux rivés sur des statistiques [...]. Je me fie davantage aux regards que je croise dans mes nombreuses actions de terrain. J'ai pu vérifier charnellement, au Salon de l'Étudiant, au Salon de l'Agriculture et au Salon du Livre, que mon contact avec les Français restait sain et authentique. (p. 34-35)

Les statistiques cachent toujours des réalités humaines très différentes. (p. 139)

Je ne veux pas me laisser dévorer par les corps intermédiaires, je souhaite toujours m'adresser droit dans les yeux au citoyen. (p. 105)

Je parle directement aux Français. (p. 149)

Que les gens me comprennent est très important pour moi [...]. Combien de fois ai-je entendu : « Au moins, vous, on vous comprend ! » La langue technocratique, largement pratiquée à Paris, n'aime guère les fantaisies. (p. 107)

L'expérience du rôle de Premier ministre oblige toutefois Jean-Pierre Raffarin à introduire une rhétorique de la distance qui vient nuancer le propos :

Quand l'emploi se détériore [...], les Français prennent un peu de distance avec l'exécutif [...]. Mais je ne crois pas que cela change fondamentalement mon contact avec les Français.

La stratégie de présentation de soi du Premier ministre s'analyse finalement comme tentative de renouvellement des registres de *grandeur* politique. Car « la désacralisation de l'homme politique [...] n'est pas forcément dévalorisante », dès lors qu'il s'agit « d'importer de nouvelles ressources de représentation dans le champ politique »³¹. On pourrait faire valoir que le pouvoir politique se donne désormais à voir à partir de références spatiales (il est proche) là où jadis il empruntait plus volontiers à des références temporelles (la gauche, la droite, le progrès social, la nation...).

Si l'on suit la typologie proposée par Luc Boltanski et Laurent Thévenot³², on constate un effritement du *monde civique* (la légitimité politique traditionnelle) et un retour en force du *monde domestique* (qui valorise la proximité). Le premier s'est pourtant historiquement construit contre le second, les gouvernants se prétendant « au-dessus des querelles de clocher ». Assiste-t-on aujourd'hui à un retournement, les politiques parlant ce que Boltanski et Thévenot appellent le langage de la critique du monde civique depuis le monde domestique alors qu'ils ont longtemps fait l'inverse ? Il paraît plus juste de

31. B. Le Grignou et É. Neveu, 1993, « Intimités publiques, les dynamiques de la politique à la télévision », *Revue française de science politique*, p. 940 et suiv.

32. 1991, *De la justification*, Paris, Gallimard, p. 299 et suiv., p. 315 et suiv., p. 373 et suiv.

parler de *compromis* (l'expression est encore empruntée à ces deux auteurs) entre les deux mondes précités, et de voir dans la valorisation de la proximité un point d'équilibre provisoire. Interrogé sur son accès au poste de second personnage de l'État, Jean-Pierre Raffarin répond : « Ce job, je l'ai eu parce que j'étais moi-même. » Il ajoute : « Je ne cherche pas à être quelqu'un d'autre. »³³ Le succès politique peut-il désormais faire l'économie de la grandeur politique ?

33. *La France de mai*, ouvr. cité, p. 35.